

Questions orales

L'hon. Walter McLean (ministre d'État (Immigration) et ministre responsable de la Condition féminine): Monsieur le Président, le député peut être assuré que le gouvernement est conscient de l'importance d'amener des visiteurs à Expo 86. Nous savons aussi que les agents qui sont chargés d'étudier les demandes de visas de séjour doivent reconnaître le caractère délicat de la situation, pendant la durée d'expo 86. J'ai en effet reçu des instances de plusieurs députés de la région de Vancouver encore hier à ce sujet et j'ai fait parvenir un télex aux agents qui émettent les visas de séjour pour leur conseiller de ne pas perdre de vue la dimension touristique sans compromettre, évidemment, la sécurité nationale.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

LES DIFFICULTÉS DES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DU QUÉBEC

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, c'est au ministre de l'Agriculture que j'aurais aimé poser ma question, afin de le mettre au fait des grandes difficultés financières auxquelles font face les producteurs de pommes de terre au Québec.

Je voudrais demander à quelqu'un du côté du gouvernement de nous dire comment il se fait que les agriculteurs qui suivent des pommes de terre au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard se sont vu annoncer une aide financière fédérale de l'ordre de 9.8 millions de dollars, alors que les producteurs de pommes de terre du Québec sont en grande difficulté financière, n'ont rien reçu, n'ont pas d'annonce de la part du gouvernement fédéral.

[Traduction]

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, je vous certifie que les producteurs de pommes de terre de l'est du Canada étaient très satisfaits de l'aide que nous leur avons apportée. A propos des problèmes des producteurs québécois, je soumettrai bien volontiers l'argument du député au ministre qui est en mission pour le gouvernement.

[Français]

ON EXIGE UNE AIDE IMMÉDIATE

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je suis heureux que le ministre reconnaisse qu'il y a des difficultés au Québec, mais il me semble que le gouvernement pourrait faire plus.

Comment se fait-il qu'on aide deux des provinces productrices, ce que j'approuve, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, mais qu'on n'a que des paroles à l'intention des producteurs du Québec? Nous désirons une aide immédiate.

● (1150)

[Traduction]

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, les producteurs de pomme de terre occupent une place très importante à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick. Ils avaient beaucoup de difficulté à faire les plantations cette année. Je transmettrai les doléances du député au ministre.

* * *

[Français]

LA FORESTERIE

ON DEMANDE S'IL Y A EU DE NOUVEAUX ÉVÉNEMENTS DEPUIS L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC SUR LA GÉNÉTIQUE DES PETITS PLANTS QUE LE QUÉBEC DÉSIRAIT OBTENIR

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Forêts). Le 30 avril 1985, notre gouvernement a signé l'entente Canada-Québec sur la forêt et le Québec voulait avoir 300 millions de petits plants par année à partir de cette entente.

Est-ce qu'il y a eu des événements significatifs sur la génétique des petits plants en collaboration avec l'industrie privée québécoise depuis la signature de cette entente?

[Traduction]

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, je vous certifie que notre centre de recherches des Laurentides essaie, avec le ministère québécois de l'Énergie, de mettre au point de nouvelles souches de plants qui pousseront plus vite et seront plus productifs. Je crois que nous aurons les premières semences de cette souche cette année.

* * *

LA FORESTERIE

ON DEMANDE LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE OPÉRATIONNEL

Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam): Monsieur le Président, je voudrais poser, moi aussi, une question à poser au ministre d'État aux Forêts. Ce doit être sa journée aujourd'hui. Sait-il que son collègue, le président du comité permanent de l'environnement et des forêts a préconisé la création d'un ministère des Forêts qui serait un ministère opérationnel? Peut-il nous dire quand cela arrivera?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député sait très bien, j'en suis sûr, que ce genre de changement est la prérogative exclusive du premier ministre. Si certains changements sont apportés au rouages ou à l'organisation du gouvernement, ils seront annoncés par le premier ministre en temps et lieu.